



# **PRÉFET DE SEINE-ET-MARNE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

## **Direction de la Coordination des Services de l'État**

**Le Préfet de Seine-et-Marne  
Chevalier de la Légion d'honneur  
Officier de l'ordre national du Mérite**

**Arrêté préfectoral n° 2022-56/DCSE/BPE/IC du 22 décembre 2022  
imposant des prescriptions complémentaires  
à la société EDF SA pour son site situé Allée Marcel Paul  
sur le territoire de la commune de VAIRES-SUR-MARNE (77 360)**

**Vu** le code de l'environnement, et notamment son article R.181-46 ;

**Vu** le décret du président de la République du 14 mai 2019 portant nomination de Monsieur Cyrille LE VÉLY, administrateur civil général, sous-préfet hors classe, secrétaire général de la préfecture de Seine-et-Marne ;

**Vu** le décret du Président de la République en date du 30 juin 2021 portant nomination de Monsieur Lionel BEFFRE, préfet de Seine-et-Marne (hors classe) ;

**Vu** l'arrêté ministériel du 3 août 2018 relatif aux installations de combustion d'une puissance thermique nominale totale supérieure ou égale à 50 MW soumises à autorisation au titre de la rubrique 3110 ;

**Vu** l'arrêté préfectoral n° 09 DAIDD 1 IC 009 du 7 janvier 2009 autorisant la société EDF (Électricité de France) à exploiter trois turbines à combustion sur le territoire de la commune de VAIRES—SUR-MARNE ;

**Vu** l'arrêté préfectoral n° 09 DAIDD 1 IC 279 du 29 octobre 2009 modifiant l'article 3.2.6 de l'arrêté préfectoral n°09 DAIDD 1 IC 009 du 7 janvier 2009 autorisant la société EDF (Électricité de France) à exploiter trois turbines à combustion sur le territoire de la commune de VAIRES-SUR-MARNE (77 360) ;

**Vu** les arrêtés préfectoraux n° 2017/DRIEE/UD77/062 du 28 juin 2017 et n°2022/DRIEAT/UD77/088 du 25 juillet 2022 imposant des prescriptions complémentaires à la société EDF (Electricité de France) pour son site de production d'électricité par des turbines à combustion situé Allée Marcel Paul sur le territoire de la commune de VAIRES-SUR-MARNE (77 360) ;

**Vu** l'arrêté préfectoral n°22/BC/045 du 27 juillet 2022 donnant délégation de signature à Monsieur Cyrille LE VÉLY, secrétaire général de la préfecture de Seine-ét-Marne, et organisant sa suppléance ;

**Vu** l'arrêté préfectoral n°2022-49/DCSE/BPE/IC du 01 décembre 2022 prescrivant l'ouverture et l'organisation de la participation du public par voie électronique relative au projet de modification des installations exploitées par la société « EDF » sur la commune de Vaires-sur-Marne ;

**Vu** le porter-à-connaissance, révision A, du 4 novembre 2022, complété le 1<sup>er</sup> décembre 2022, présentant le projet de déplaçonnement des heures de fonctionnement à 1500 h ;

**Vu** le rapport du 22 décembre 2022 de l'Unité départementale de Seine-et-Marne de la Direction régionale et interdépartementale de l'environnement, de l'aménagement et des transports (DRIEAT) d'Île-de-France ;

**Vu** le projet d'arrêté préfectoral complémentaire notifié le 22 décembre 2022 à la société EDF à VAIRES-SUR-MARNE ;

**Vu** les observations de l'exploitant sur ce projet ;

**CONSIDÉRANT** que la société EDF SA exploite une installation classée pour la protection de l'environnement ;

**CONSIDÉRANT** que l'installation est autorisée par l'arrêté préfectoral n° 09 DAIDD 1 IC 009 du 7 janvier 2009 ;

**CONSIDÉRANT** que l'exploitant a soumis un porter-à-connaissance, en vertu de l'article R. 181-46 du code de l'environnement, en date du 4 novembre 2022, complété le 1<sup>er</sup> décembre 2022 ;

**CONSIDÉRANT** que la modification consiste à déplaçonner les heures de fonctionnement des turbines à combustion de 500 h à 1 500 h ;

**CONSIDÉRANT** qu'aucune observation ni proposition n'a été formulée par le public pendant toute la durée de la participation du public par voie électronique (PPVE) ;

**CONSIDÉRANT** que le projet d'arrêté préfectoral peut donc être adopté dès la clôture de la PPVE ;

**CONSIDÉRANT** que le rapport de l'inspection des installations classées conclut que la modification envisagée relève du II de l'article R. 181-46 du code de l'environnement ;

**CONSIDÉRANT** que les modifications nécessitent une adaptation des prescriptions applicables à l'installation, afin de garantir la protection des intérêts mentionnés à l'article L.511-1 du code de l'Environnement ;

**SUR** proposition du Secrétaire Général de la Préfecture

## **ARRÊTE**

### **ARTICLE 1<sup>er</sup>**

La société EDF SA, exploitant l'installation située 16 allée Marcel Paul à VAIRES-SUR-MARNE est tenue de se conformer aux prescriptions complémentaires définies dans l'annexe du présent arrêté pour l'exploitation de son site.

### **ARTICLE 2 : Frais**

Tous les frais occasionnés par l'application des prescriptions du présent arrêté sont à la charge de l'exploitant.

### **ARTICLE 3 : Information dans l'établissement**

Une copie du présent arrêté devra être tenue au siège de l'exploitation à la disposition des autorités chargées d'en contrôler l'exécution.

Un extrait du présent arrêté restera affiché en permanence de façon visible dans l'établissement.

### **ARTICLE 4 : Information des tiers**

Une copie du présent arrêté est publiée sur le site Internet des services de l'État de la Préfecture de Seine-et-Marne (<http://www.seine-et-marne.gouv.fr/>), pendant une durée minimale de quatre mois.

#### **ARTICLE 5 : Sanctions**

En cas de non-respect de l'une des prescriptions qui précèdent, il pourra être fait application des sanctions prévues par les dispositions prévues à l'article L.171-8, Livre V, Titre I Chapitre IV du code de l'environnement, relative aux installations classées pour la protection de l'environnement sans préjudice des condamnations qui pourraient être prononcées par les tribunaux compétents.

#### **ARTICLE 6 : Notification et exécution**

- le Secrétaire Général de la préfecture de Seine-et-Marne,
- le Sous-Préfet de TORCY,
- le Maire de VAIRES-SUR-MARNE,
- la Directrice Régionale et Interdépartementale de l'Environnement, de l'Aménagement et des Transports d'Île-de-France,
- la Cheffe de l'Unité Départementale de la Direction Régionale et Interdépartementale de l'Environnement, de l'Aménagement et des Transports à Savigny-le-Temple,

sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera notifiée au bénéficiaire sous pli recommandé avec avis de réception.

Melun, le 22 décembre 2022

Le Préfet,  
Pour le Préfet et par délégation,  
Le Secrétaire Général de la préfecture

  
Cyrille LE VÉLY

#### **Destinataires d'une copie par mail :**

- M. le Sous-Préfet de TORCY,
- Mme le Maire de VAIRES-SUR-MARNE,
- M. le Directeur Départemental des Services d'Incendie et de Secours (SDIS),
- Mme la Directrice de la délégation départementale de Seine-et-Marne de l'Agence régionale de santé (ARS) d'Île-de-France,
- M. le Directeur Départemental des Territoires (DDT/SEPR-Pôle risques et nuisances et Pôle police de l'eau).

#### **Délais et voies de recours :**

La présente décision peut être déférée devant le Tribunal administratif (par courrier au Tribunal administratif de Melun – 43 rue du Général de Gaulle – 77 000 – MELUN ou au moyen de l'application <https://www.telerecours.fr>) :

- par les pétitionnaires ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter du jour où la décision leur a été notifiée,
- par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 du code de l'environnement dans un délai de quatre mois à compter de la publication de la décision sur le site internet des services de l'État en Seine-et-Marne.

Le délai court à compter du premier jour de publication de la décision. La présente décision peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais de recours contentieux.

#### **Article 1 – Augmentation temporaire des heures de fonctionnement**

La durée d'utilisation maximale de chaque TAC telle que définie à l'article 2.1.3 de l'arrêté préfectoral du 7 janvier 2009 est augmentée de 250 heures en 2022 et de 1 000 heures du 1<sup>er</sup> janvier au 31 juillet 2023. Ces heures supplémentaires sont mises en œuvre uniquement dans les conditions définies à l'article 2 du présent arrêté.

La durée d'exploitation annuelle de tout ou partie de l'installation de combustion ne dépasse pas 1 500 heures en 2022 et 2023.

#### **Article 2 – Conditions d'exploitation des turbines à combustion**

Les TAC répondent à la définition d'appareils destinés aux situations d'urgence de l'article 1 de l'arrêté ministériel du 3 août 2018 visé par le présent arrêté, et plus particulièrement au b), à savoir des turbines dont le fonctionnement est nécessaire pour assurer la sécurité du réseau national électrique.

#### **Article 3 – Relevés des heures d'exploitation et des heures de fonctionnement**

Jusqu'au 31 décembre 2023, l'exploitant relève journalièrement les heures d'exploitation de son installation de combustion et les heures de fonctionnement de chaque turbine à combustion qui la compose. Ces relevés sont portés sur un registre tenu à disposition de l'inspection des installations classées.

#### **Article 4 – Valeur limite d'émission en concentration des rejets atmosphériques**

Jusqu'au 31 décembre 2023, la valeur limite d'émission en concentration, définie à l'article 3.2.4 de l'arrêté préfectoral du 7 janvier 2009 modifié, pour les paramètres « arsenic (As), sélénium (Se), tellure (Te) et leurs composés » est remplacée par la valeur suivante : 0,1 mg/m<sup>3</sup> exprimée en (As+Se+Te) (moyenne sur la période d'échantillonnage de 30 min au minimum et de huit heures au maximum)

#### **Article 5 – Valeurs limites d'émission en flux des rejets atmosphériques**

Jusqu'au 31 décembre 2023, les valeurs limites d'émission en flux définies à l'article 3.2.6 de l'arrêté préfectoral du 7 janvier 2009 sont remplacées par les valeurs figurant au tableau suivant :

Paramètre	Flux horaire maximal par TAC en kg/h	Flux annuel maximal pour les 3 TAC en t
NOx	291	1048
Poussières totales	19,3	70
CO	165	593
SO <sub>2</sub>	116	419

#### **Article 6 – Surveillance des émissions atmosphériques**

Jusqu'au 31 décembre 2023, la fréquence du contrôle périodique visé à l'article 3.2.8.2 de l'arrêté préfectoral du 7 janvier 2009 est modifiée comme suit :



Paramètre	Fréquence du contrôle périodique réglementaire
Cadmium (Cd), mercure (Hg), thallium (Tl) et leurs composés	Mensuelle jusqu'à la fin du premier trimestre 2023 puis un autre au second semestre 2023, sous couvert de la disponibilité /solicitation/couplage sur le réseau des TAC lors de l'essai planifié et dans les conditions d'exploitation prévues. En cas d'impossibilité de réalisation de contrôle, l'exploitant s'engage à informer dans les meilleurs délais l'inspection des installations classées de la date de la prochaine reprogrammation du contrôle.
Arsenic (As), sélénium (Se), tellure (Te) et leurs composés	
Plomb (Pb) et ses composés	
Antimoine (Sb), chrome (Cr), cobalt (Co), cuivre (Cu), étain (Sn), manganèse (Mn), nickel (Ni), vanadium (V), zinc (Zn) et leurs composés	

#### Article 7 – Surveillance des effets sur l'environnement

Dans les trois mois à compter de la signature du présent arrêté, l'exploitant met en œuvre un programme de surveillance de l'impact de l'installation sur l'environnement. Ce programme porte au moins sur les NOx et les métaux (cadmium, mercure, arsenic, sélénium, tellure, antimoine, chrome, cobalt, cuivre, étain, manganèse, nickel, plomb, vanadium, zinc, et leurs composés).

Le programme de surveillance est défini et mis en œuvre sous la responsabilité de l'exploitant et à ses frais.

Les mesures sont réalisées en des lieux où l'impact de l'installation est supposé être le plus important. La vitesse et la direction du vent sont mesurées et enregistrées en continu sur l'installation ou dans son environnement proche.

#### Article 8 – Suivi du combustible

Conformément à l'article 3.1.6 de l'arrêté préfectoral du 25/07/2022, l'exploitant tient à disposition de l'inspection des installations classées les documents relatifs aux combustibles.

Les substances ou paramètres complémentaires à caractériser pour le fioul domestique, par rapport à ceux fixés à l'article 3.1.6 susvisé, sont les métaux et en particulier, sous réserve de faisabilité, le cadmium, l'arsenic et le nickel.

#### Article 9 – Approvisionnement en eau

Jusqu'au 31 décembre 2023, l'exploitant est autorisé à déroger temporairement aux dispositions de l'article 4.1.1 de l'arrêté préfectoral du 7 janvier 2009 comme suit :

Les prélèvements d'eau dans le milieu qui ne s'avèrent pas liés à la lutte contre un incendie ou aux exercices de secours, sont autorisés dans les quantités suivantes :

Origine de la ressource	Prélèvement maximal annuel (m³/an)	Prélèvement maximal horaire (m³/h)
Réseau public AEP (alimentation en eau potable)	240 000	120

Les installations de prélèvement d'eau sont munies de dispositifs de mesure totalisateurs de la quantité d'eau prélevée. Ce dispositif est relevé journalièrement. Ces résultats sont portés sur un registre éventuellement informatisé et tenu à disposition de l'inspection des installations classées.

#### Article 10 – Gestion du concentrât de l'osmoseur mobile

Jusqu'au 31 décembre 2023, l'exploitant est autorisé, uniquement si les articles 11, 12 et 13 de la présente annexe sont respectés, à déroger temporairement aux dispositions des articles 4.3.5 et 4.3.9 de l'arrêté préfectoral du 7 janvier 2009 comme suit :

Le concentrât de l'osmoseur est rejeté à un débit maximal de 40 m³/h.

Sous réserve de la justification que la capacité utile du bassin d'orage est respectée, le concentrât peut être rejeté dans le réseau des eaux pluviales se déversant dans le bassin d'orage, pour un rejet final en Marne.

Le prélèvement d'échantillon du concentrât est réalisé en sortie de l'osmoseur, avant rejet dans le réseau d'eaux pluviales.

Dans le cas contraire, le rejet se fait selon les dispositions des articles 4.3.5 et 4.3.9 de l'arrêté préfectoral du 7 janvier 2009

#### Article 11 – Caractérisation complète du concentrât de l'osmoseur

1° - L'exploitant procède à une campagne de caractérisation des rejets du dispositif d'osmose inverse, sous un mois suite à la notification du présent arrêté. Les analyses portent sur l'ensemble des paramètres de l'article 12 de la présente annexe, ainsi que les phosphates.

2° - Les résultats de la campagne mentionnée au 1° du présent article sont transmis à l'inspection des installations classées au plus tard un mois après réception.

#### Article 12 – Valeurs limites d'émission du rejet du concentrât de l'osmoseur

Le concentrât de l'osmoseur respecte les valeurs limites en concentration et en flux figurant au tableau suivant :

Paramètres	Code Sandre	Concentration en moyenne journalière (mg/l)	Flux en moyenne journalière (kg/j)
MEST	1305	30	18
DBO5	1313	6	3,6
DCO	1314	125	75
Composés organiques halogénés (en AOX ou EOX) ou halogènes des composés organiques absorbables (AOX)	1106(AOX) 1760(EOX)	0,5	0,3
Hydrocarbures totaux	7009	10	6
Azote global comprenant l'azote organique, l'azote ammoniacal, l'azote oxydé	1551	30	18
Phosphore total	1350	10	6
Sulfates	1338	2000	1200
Sulfites	1086	20	12

Paramètres	Code Sandre	Concentration en moyenne journalière (mg/l)	Flux en moyenne journalière (kg/j)
Sulfures	1355	0,2	0,12
Nitrates	1340	110	66
Fluor et composés (en F) (dont fluorures)	7073	30	18
Cadmium et ses composés	1388	0,050	0,002
Arsenic et ses composés	1369	0,005	0,005
Plomb et ses composés	1382	0,025	0,020
Mercuré et ses composés	1387	0,020	0,002
Nickel et ses composés	1386	0,050	0,02
Cuivre dissous	1392	0,050	0,048
Chrome dissous (dont chrome hexavalent et ses composés exprimés en chrome)	1389	0,025	0,020
Zinc dissous	1383	0,8	0,2
Indice cyanures totaux	1390	0,1	0,06
Fer + aluminium	7714	5	3

### Article 13 – Surveillance des rejets de concentrât de l'osmoseur

L'exploitant réalise une surveillance semestrielle des rejets de concentrât de l'osmoseur sous couvert du fonctionnement de ce dernier pour l'ensemble des paramètres mentionnés à l'article 12 de la présente annexe.

### Article 14 – Synthèse mensuelle

Jusqu'au 31 décembre 2023, sans préjudice des dispositions existantes, l'exploitant communique à l'inspection des installations classées, un rapport de synthèse mensuel relatif au fonctionnement de son installation de combustion comprenant, notamment, les éléments suivants :

- le relevé des heures d'exploitation de l'installation de combustion et de chaque unité de production (relevés mensuels et cumulés depuis le début de l'année civile en cours) ;
- une synthèse de la livraison du combustible par train et par camion, comprenant le nombre de livraisons, les analyses associées conformément à l'article 3.1.6 de l'arrêté préfectoral du 25/07/2022 et de l'article 8 de la présente annexe et les incidents éventuels ;
- la consommation d'eau prélevée dans le réseau public ;
- les événements, incidents éventuels susceptibles d'avoir une incidence sur les niveaux d'émissions dans l'air et dans l'eau ;
- les résultats de l'autosurveillance des rejets aqueux et atmosphériques, accompagnés des commentaires sur les causes des dépassements éventuels, ainsi que les actions correctives mises en œuvre ou envisagées ;
- l'estimation des flux de polluants rejetés dans l'atmosphère (mensuels et cumulés à compter du 1<sup>er</sup> janvier de l'année en cours) ;
- les éléments justifiant la gestion des concentrâts comme des déchets, le cas échéant ;
- le résumé des éventuels signalements et plaintes liés aux nuisances perçues par le voisinage, ainsi que les actions correctives mises en œuvre ou envisagées.

Avant le 30 avril 2024, l'exploitant communique à l'inspection des installations classées un rapport de synthèse annuel 2023 comprenant, notamment, le relevé des heures d'exploitation de

*Annexe à l'arrêté n°2022-56/DCSE/BPE/IC du 22 décembre 2022 imposant des prescriptions complémentaires à la société EDF SA pour son site situé Allée Marcel Paul sur le territoire de la commune de VAIRES-SUR-MARNE (77 360)*

l'installation de combustion et les heures de fonctionnement de chaque turbine à combustion qui la compose (relevés mensuels et cumulés du 1<sup>er</sup> janvier au 31 décembre 2023).